

# Macron et Trudeau, unis par leur faible engagement pour la planète

Alors que le thème du changement climatique doit être abordé lors du G7, les 8 et 9 juin au Québec, Anne-Céline Guyon et Clémence Dubois soulignent que les bonnes intentions des deux dirigeants masquent leur attachement aux énergies fossiles

Par CLÉMENCE DUBOIS  
et ANNE-CÉLINE GUYON

**L**e premier ministre canadien, Justin Trudeau, se prépare à accueillir le G7 les 8 et 9 juin, dans la région de Charlevoix, au Québec. Ces dernières années, le G7 n'a pas été avare de promesses s'agissant de la lutte contre les dérèglements climatiques : il s'est notamment engagé, dès 2009, à mettre un terme aux subventions à toutes les énergies fossiles d'ici à 2025, bien qu'une nouvelle étude de l'ONG Oil Change International montre qu'il est pour l'heure très loin de cet objectif.

Le climat est une fois encore l'une des cinq priorités revendiquées du sommet. Cela n'a pourtant pas empêché Justin Trudeau de prendre, ce 29 mai, une décision qui soulève l'indignation de ses citoyens : l'achat, pour 4,5 milliards de dollars canadiens, de l'oléoduc Trans Mountain – un méga-oléoduc conçu pour transporter le pétrole issu des sables bitumineux, une des énergies les plus polluantes – à l'entreprise texane Kinder Morgan. L'affaire est passée relativement inaperçue en France. A de nombreux égards, Emmanuel Macron et Justin Trudeau ont pourtant beaucoup en commun. Les deux dirigeants maquillent la dureté de leur politique par des promesses de nouvelle ère. Ils partagent également la prétention de mener la planète au salut climatique et en font grande publicité, particulièrement sur la scène internationale. Et une partie significative de l'opinion publique mondiale leur accorde le bénéfice du doute.

Mais MM. Macron et Trudeau ont-ils vraiment entendu l'appel de la jeunesse, dont ils se réclament, celui de la « géné-

ration climat » ? A force d'affirmer qu'une quelconque transition écologique serait compatible avec l'exploitation continue des énergies fossiles, l'un et l'autre semblent bien davantage prisonniers d'une contradiction insoluble.

Après un an de mandat, bien peu d'éléments tangibles créditent l'exemplarité d'Emmanuel Macron. La loi interdisant la recherche et l'exploitation des hydrocarbures souffre de tant d'exemptions que des nouveaux permis ont déjà été signés. L'argent public, à travers la Caisse des dépôts et consignations, finance de nouvelles infrastructures fossiles en France, MidCat, et ailleurs dans le monde, comme le projet Coral LNG. Non seulement la France ne s'est pas opposée à ce que l'Union européenne finance de nouveaux projets d'infrastructures fossiles, mais elle continue de mettre sa diplomatie au service de son industrie pétrolière et gazière, par exemple en tenant régulièrement le pupitre de Total lors de la signature de ses contrats ; ce fut encore le cas, la semaine dernière, en soutien à un contrat d'exploitation du gaz en Sibérie arctique. Le retour au nucléaire entrera aussi au panthéon des renoncements défilant la science, l'économie, et accessoirement l'attente des citoyens.

## INFÉODATION À L'INDUSTRIE FOSSILE

Le Canada est quant à lui parti pour rater ses cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, dont la barre se situait déjà en deçà de ce que la science climatique exige. Quelle légitimité peut espérer Justin Trudeau pour mener les débats du G7 alors qu'il vient d'engager 4,5 milliards de dollars dans cet oléoduc, dont il compte forcer la construction ? Ce nouveau tronçon triplerait le volume transportable entre les champs pétrolifères de l'Alberta et le port de Burnaby, en Colombie-Britannique, avant exportation.

Or, une portion massive de la population canadienne rejette ce projet, au point qu'il est devenu l'enjeu numéro un du débat public depuis plusieurs mois. Des centaines de rassemblements de protestation ont eu lieu ces dernières semaines dans tout le pays. Et face à la mobilisation des peuples autochtones – qui, au Canada, ont des droits particuliers quant aux projets traversant leurs territoires –, face aux nombreux recours légaux contre le projet, à l'opposition des élus locaux, du gouvernement de la province de Co-

lombie-Britannique et même de députés fédéraux qui ont eu recours à la désobéissance civile il y a quelques mois, l'entreprise américaine Kinder Morgan menaçait de jeter l'éponge.

Le premier ministre canadien a donc cédé aux mirages court-termistes et à la pression politique que l'industrie fossile parvient à imposer dans le débat politique fédéral. Mais la croissance et les emplois créés par la construction de nouvelles infrastructures et l'exploitation intensive du pétrole des sables bitumineux se paieront en pollution, en maladies, en maux sociaux pour des décennies et en émissions, qui rendront la planète inhabitable d'ici quelques générations seulement.

On soupçonne, en outre, que Trudeau a anticipé le risque de poursuites que permettent les accords d'investissement. Kinder Morgan aurait en effet pu invoquer le chapitre 11 de l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna), qui lie les États-Unis, le Mexique et le Canada, et exiger des indemnités colossales du gouvernement fédéral, comme TransCanada l'avait fait contre les États-Unis après le refus d'autoriser le pipeline Keystone XL. Les investisseurs chinois ayant pris des parts dans les entreprises d'extraction d'Alberta disposent d'un accord d'investissement signé en 2014 qui le leur permettrait également. Le CETA, accord commercial signé entre l'UE et le Canada, l'autorisera aussi bientôt.

Justin Trudeau était donc sous pression de toutes parts. Mais plutôt que l'inféodation à l'industrie fossile, il avait la possibilité de gagner la légitimité qu'il revendique en s'imposant en premier ministre d'une transition énergétique authentique et juste. Or, il a fait le choix d'emprisonner le Canada dans une économie fossile et extractiviste au bord du gouffre.

La seule chance de limiter le dérèglement climatique au-dessous de 1,5 °C consiste à renoncer, sans attendre, à toute nouvelle infrastructure d'énergie fossile. La dernière étude de l'ONG Oil Change International montre que les réserves de charbon, de gaz et de pétrole actuellement exploitées suffiront, à elles seules, à nous faire sortir de la trajectoire des + 2 °C. Toute action climatique devrait être jugée à cette aune. Les cloches du renouveau risquent de nouveau de sonner bien creux à Charlevoix si Emmanuel Macron n'oppose que son silence à la décision du Premier ministre canadien. Lorsque les lignes rouges sont franchies, se taire, c'est consentir. ■



Clémence Dubois est porte-parole de l'ONG environnementale 350.org en France. Anne-Céline Guyon est coordinatrice du Front commun pour la transition énergétique au Québec.

**LA FRANCE  
CONTINUE  
DE METTRE  
SA DIPLOMATIE  
AU SERVICE  
DE SON INDUSTRIE  
PÉTROLIÈRE  
ET GAZIÈRE**